

Les chrétiens en conflit – L'église en tant qu'artisan de la paix - Une étude de cas détaillée du nord-est de l'Inde

1. Résumé

Le but de cette étude de cas est de montrer comment des représentants nationaux d'église influents ont pu réconcilier deux communautés chrétiennes qui étaient en conflit. Ils ont mobilisé les pasteurs locaux qui, à leur tour, ont mobilisé leurs églises et leurs communautés afin d'exercer une pression sur les factions politiques et militaires des deux groupes en lutte, en vue de conclure un accord de paix.

2. Niveau d'intervention

- L'église. Les niveaux d'intervention allaient de responsables de réseaux d'églises à l'échelle nationale, d'agences chrétiennes d'aide humanitaire et de développement, de chefs de dénominations et leurs représentants à l'échelle de l'état à des pasteurs d'églises locales et leurs fidèles.
- Le gouvernement. Ceci a impliqué l'interaction des leaders politiques, de la police, des militaires et des fonctionnaires.
- Les groupes militaires clandestins. Ceci a impliqué une intervention auprès des factions politiques des groupes et de leurs chefs militaires.
- L'église. Les niveaux d'intervention allaient de responsables de réseaux d'églises à l'échelle nationale, d'agences chrétiennes d'aide humanitaire et de développement, de chefs de dénominations et leurs représentants à l'échelle de l'état à des pasteurs d'églises locales et leurs fidèles.
- Le gouvernement. Ceci a impliqué l'interaction des leaders politiques, de la police, des militaires et des fonctionnaires.
- Les groupes militaires clandestins. Ceci a impliqué une intervention auprès des factions politiques des groupes et de leurs chefs militaires.

3. Utilisateurs potentiels de l'étude de cas

Les utilisateurs potentiels de l'étude de cas pourraient être les responsables d'église à l'échelle nationale dont les communautés se battent entre elles, ainsi que des groupes tiers qui sont bien placés pour aider à engager un processus de paix.

4. Problèmes abordés

Le 24 juin 1997, dans le village de Saikul, situé à 10 miles de Churachandpur dans l'état de Manipur, dans le nord-est de l'Inde, une bande clandestine de la tribu des Kukis a aligné dix villageois Paite du groupe tribal des Zomis et les a fusillés. Le lendemain, les Zomis ont usé de représailles en tuant des Kukis innocents et en brûlant leurs maisons. Une période de terreur qui a duré plus de six mois s'en est suivie. Des raids, des tortures, des bombardements, des couvre-feux, des barricades et un effondrement global du tissu social l'ont caractérisée, étant donné qu'un groupe cherchait à se venger et à dominer l'autre. Il y a eu 450 morts confirmées et de nombreuses autres personnes portées disparues. Six mille maisons ont été détruites et des biens évalués à environ cinq cents millions de roupies ont été perdus.

5. But des négociateurs pour la paix

Le but des négociateurs pour la paix était de mettre fin à la violence et de réconcilier les deux communautés.

6. Contexte

Du point de vue ethnique, politique et militaire, le contexte du nord-est de l'Inde est très complexe. Les collines du nord-est de l'Inde sont peuplées de nombreux groupes ethniques unis par une histoire commune, néanmoins, distincts par leur dialecte, leur langue et leurs coutumes. Les groupes Kuki et Zomi de sous-tribus (les Paite, Vaiphei et Simte) sont proches mais demeurent distincts. Le fait que les Kukis s'étaient battus contre un autre groupe tribal, les Nagas et, en conséquence, un grand nombre avait été forcé de fuir leurs terres, est à l'origine de ce conflit. D'abord, les Zomis avaient soutenu ces Kukis déplacés internes quand ils étaient allés s'installer dans le district de Churachandpur. Mais, avec le

Les défis et les contraintes de l'église locale

temps, leur présence est devenue une source d'irritation et finalement une menace. Les Kukis, à cause de leur passé guerrier, avait une milice ; les Zomis, eux, n'en avaient pas. Cela a amené la milice à harceler et à intimider les Zomis locaux, exigeant des contributions en argent. Lorsque les Zomis ont finalement résisté, la milice est devenue violente.

Le district de Churachandpur dans l'état de Manipur qui a subi le plus de violence a une population de 228 707 d'après le recensement de 2001. 81% environ sont chrétiens et les pasteurs sont éminemment respectés au sein de la communauté.

À part le conflit entre les Kukis et les Zomis, une guerre d'indépendance de plus grande envergure fait rage depuis de nombreuses années. La plupart des groupes ethniques de cette région ont des mouvements clandestins qui se battent contre le gouvernement indien et ses militaires mais, aussi qui, dans bien des cas, se battent entre eux. Quoique le but soit l'indépendance, en réalité leurs activités entraînent harcèlement et extorsion chez les gens dont ils sont censés soutenir la cause. Ceci signifie que l'armée indienne doit encore être présente dans la région.

Quand la violence a éclaté, les églises et leurs membres ont été aussi affectés par l'ambiance de colère, de peur, de peine et de méfiance. Ni le leadership d'église des Kukis ni celui des Zomis n'étaient capables de ramener la paix. Cependant, des personnes haut placées issues des deux groupes qui vivaient et travaillaient *en dehors* de l'état de Manipur, ainsi que d'autres responsables d'église à l'échelle nationale et du personnel d'ONG, se sont réunis pour examiner en détail une stratégie de paix. C'étaient des représentants du North East India Committee on Relief and Development (NEICORD) (Comité du nord-est de l'Inde), du Council of Baptist Churches in North East India (CBCNEI) (Conseil des Églises Baptistes du nord-est de l'Inde), de l'Evangelical Fellowship of India Relief Commission (EFICOR) (Alliance Évangélique du Comité Indien), de World Vision, de l'Evangelical Fellowship of India (EFI) (Association Évangélique de l'Inde) et de l'archevêché catholique du nord-est de l'Inde. Ces responsables ont formé ce qui allait être nommé le Core Committee on Peace and Reconciliation (CCPR) (Comité de Base pour la Paix et la Réconciliation) pour la région de Churachandpur.

7. Étapes de la mise en oeuvre

1. Distribution de l'aide humanitaire

Dès qu'ils ont obtenu l'autorisation d'accès, NEICORD et World Vision, qui sont tous les deux des agences d'aide humanitaire et de développement, ont distribué des fournitures d'urgence aux zones les plus affectées. Les bénéficiaires ont dû être sélectionnés avec sensibilité et avec la totale coopération du leadership local aux niveaux militaire, paramilitaire et de l'église.

2. Obtention de la confiance des responsables de l'église locale pour concevoir une participation à la paix

- Des représentants de chaque groupe ethnique ont été choisis et invités à une Consultation de Réconciliation.
- Dix pasteurs issus des Kukis et dix des Zomis ont été invités.
- Dix personnes venant de tribus neutres, toutefois très proches, étaient aussi là.
- CBNEI et EFICOR ont dirigé la consultation. Leur personnel senior était Kuki et Zomi mais surtout, il était basé en dehors de la zone de conflit. Il y avait aussi d'autres personnes ressources avec de l'expérience dans les domaines de paix et de réconciliation.
- La consultation a eu lieu en dehors de la zone de conflit et dans les locaux du North East Diocese Social Forum (Forum Social du Diocèse du nord-est) de Kharguli, à Guwahati.

Présentation des discussions

Chaque jour a débuté et a terminé par une rencontre de tous les participants pour étudier la Bible et prier.

Jour 1 : Matin

Dans des endroits différents, on a demandé aux groupes Kuki et Zomi de mettre par écrit les raisons qui, à leur avis, avaient déclenché les problèmes actuels. Le groupe neutre a passé du temps à réfléchir à comment il pourrait contribuer au processus de paix, et également, à prier pour sa réussite. Il a joué le rôle de médiateur quand les discussions entre les groupes Kuki et Zomi ont échoué.

Jour 1 : Après-midi

On a demandé à tous les groupes quelles pourraient être les solutions plausibles à cette crise.

Jour 2 : Matin

Dans un forum et devant tous les 30 participants, les réponses des deux groupes aux deux séries de questions ont été écrites sur un tableau. À la grande surprise d'un grand nombre, elles se recoupaient considérablement. À ce moment-là, les participants ont été invités à ajouter ce qu'ils avaient omis.

Jour 2 : Après-midi

En groupes séparés, on a demandé à chacun de faire la liste des priorités des solutions et aussi, distinguer les critères pas négociables des critères négociables. Ceux qui n'étaient pas négociables se trouvaient naturellement en tête des priorités.

Jour 3 : Matin

Chaque groupe a présenté son rapport et ils ont remarqué que les demandes des deux côtés étaient semblables. La conclusion générale a été que les personnes ne devraient se battre que dans des situations d'autodéfense.

Jour 3 : Après-midi

Les défis et les contraintes de l'église locale

Il a été décidé d'un commun accord que le but que toutes les parties devraient s'efforcer d'atteindre était de célébrer une cérémonie Hiamkhamna. Cela signifierait que les chefs des deux factions partagent un festin, acte qui les lie par un serment de protection réciproque. À la fin de l'atelier, les pasteurs des deux communautés s'étaient engagés à résoudre le conflit. Les deux groupes ont été encouragés à créer des cellules pour la paix une fois de retour dans leurs communautés et également, à engager leurs églises dans des activités de renforcement de la paix.

Rencontres de suivi

Le groupe de base s'est réuni immédiatement après cette consultation et a proposé d'organiser une autre rencontre mais, cette fois, dans la capitale de l'état de Manipur, Imphal. Il demanderait à un plus large groupe de responsables d'église et de responsables sociaux d'y participer. Il s'agissait de mettre à profit les réalisations de cette première rencontre et d'élargir l'appropriation du processus de renforcement de la paix. En conséquence, l'Inter Church Peace Committee (CCPR) (Comité pour la Paix Inter Églises) a été constitué. De nombreuses rencontres ont suivi.

3. Soutien des pasteurs locaux dans leur mobilisation des populations locales pour la paix

Dans une communication du CCPR, on demandait à toutes les églises de manifester leur engagement en faveur de la paix en :

Jeûnant et priant

- Réserver un jour pour jeûner et prier pour la paix.
- Jeûner du matin au soir un jour précis et prier régulièrement jusqu'à ce que le cessez-le-feu soit obtenu.

Manifestant

- Descendre dans les rues pour manifester pour la paix. Des groupes de femmes étaient fermement déterminés à le faire.
- Pour un groupe de 30 pasteurs kukis, cela a signifié se vêtir de toile à sac et de cendres et se promener dans les rues en demandant pardon pour les péchés.

Échangeant les responsables d'église

- Des pasteurs des deux groupes ont été invités à parler dans les églises des uns et des autres. Ils ont parlé du besoin de se pardonner mutuellement et ils ont insisté sur le fait que les deux communautés appartenaient à l'unique Évangile de Jésus Christ qui avait réconcilié tous les hommes à lui-même.

4. Contacter ceux qui encouragent la violence

Identification

On a demandé à des pasteurs d'identifier ceux qui avaient de l'influence sur les chefs des mouvements militaires clandestins et aussi, ceux qui coordonnaient les combats de loin. Certains d'entre eux étaient des pasteurs eux-mêmes.

Persuasion

Quelques membres choisis de l'équipe de base du CCPR sont allés voir ces personnes d'influence pour demander instamment un cessez-le-feu. Ils leur ont demandé afin de pouvoir apporter des produits d'aide humanitaire aux populations mais aussi, pour les convaincre que dans de tels conflits, il n'y aurait aucun vainqueur, seulement des perdants. Les perdants seraient les personnes ordinaires de leurs communautés.

Accès

Finalement, des garanties de sécurité ont été données aux membres choisis de l'équipe de base pour aller voir les chefs militaires dans leurs cachettes. Les Kukis avaient trois unités clandestines : le Kuki National Front (KNF) (Front National Kuki), le Military Command (MC) (Commandement Militaire), et la Kuki National Army (KNA) (Armée Nationale Kuki), chacune avec un passé de rivalité réciproque. Il a fallu de nombreuses réunions avec eux avant qu'ils acceptent de laisser leur branche politique, le Kuki Inpi, négocier un cessez-le-feu en leur nom. L'Armée Révolutionnaire Zomi était unique et n'avait pas de rival. Cependant, elle aussi était réticente à donner son accord pour un cessez-le-feu, car elle pensait que, pour la première fois, elle avait un avantage militaire sur les Kukis. Elle a fini par accepter que sa branche politique, le Conseil Zomi, s'engage dans les négociations.

Cessez-le-feu

Le premier Mémoire d'Entente (MOU) pour un cessez-le-feu a été signé le 26 mars 1998, neuf mois après que la violence a éclaté pour la première fois. Trois extensions du MOU ont été acceptées jusqu'à ce que, finalement, le 1er octobre 1998, 15 mois plus tard, un cessez-le-feu permanent soit signé par toutes les parties.

Les défis et les contraintes de l'église locale

5. Faire intervenir les représentants politiques établis dans la signature d'un accord de paix

Nouveau programme

Tout au long du conflit, le gouvernement a mené ses propres initiatives pour la paix mais sans succès. La transmission des accords de paix du CCPR au gouvernement n'a pas été facile. Les intentions politiques étaient différentes. De plus, la langue et le motif pour la paix, utilisés par le CCPR dans la déclaration, étaient trop chrétiens. Il a fallu la traduire en des termes légaux acceptables avant de la présenter aux parties en conflit.

Mettre fin à la violence

Le gouvernement a, alors, pris l'initiative de réunir les membres clés des groupes pour mettre officiellement fin à la violence. Le Hiamkhamna a eu lieu en présence du gouverneur de l'état à deux différentes occasions. Depuis ce temps-là, il n'y a plus eu de violence le long des lignes communales.

8. Durée

Du 24 juin 1997 au 25 décembre 1998

9. Ressources nécessaires pour la pratique

Ressources matérielles

- Des fonds pour pouvoir monter une initiative de paix ; frais de transport et de logement pour les négociateurs.
- Des lieux neutres pour avoir des discussions.
- Des réserves d'aide humanitaire pour soutenir les populations les plus affectées dans la communauté.

Autres ressources

- Un héritage chrétien commun qui permet aux négociateurs de rassembler les deux factions autour de valeurs partagées de paix et de réconciliation dans le Christ.
- La position élevée du pasteur dans la culture tribale et l'autorité qu'elle lui donne pour mobiliser les congrégations et la communauté.
- Le pouvoir de la prière : le pouvoir suscité par l'initiative d'échange de responsables d'église et les actes publics symboliques de repentir.
- La pression occasionnée par les groupes de femmes qui ont tendu la main aux femmes de l'autre partie pour favoriser la paix.
- La crédibilité, aux yeux de toutes les parties, de ceux qui ont engagé les négociations pour la paix.
- Les personnes ayant de l'influence sur les mouvements clandestins qui étaient ouvertes à la discussion et qui étaient prêtes à laisser les négociateurs avoir accès aux chefs militaires.
- Une structure de commandement militaire unifiée et autoritaire qui peut prendre des décisions efficaces à propos de la paix.
- Le statut et la neutralité d'un évêque catholique qui a proposé des locaux et son autorité pendant le processus de paix.

10. Indicateurs de suivi

- La création d'une équipe de base de pasteurs issus des deux groupes, engagés les uns envers les autres et envers un processus de paix consenti ensemble.
- L'engagement en faveur de la paix parmi leurs congrégations manifesté dans la prière, le jeûne, les manifestations et les échanges de responsables d'église.
- L'identification et l'engagement de figures clés ayant de l'influence sur le mouvement clandestin.
- L'accès à ceux qui contrôlent les combats sur le terrain et des négociations avec eux.
- Une fin à la violence.
- Des interactions pacifiques entre les communautés en conflit.

11. Impact

- On s'est mis d'accord sur un cessez-le-feu et on a signé un accord de paix qui a permis un rétablissement progressif des infrastructures dans le district de Churachandpur et la réconciliation des deux communautés tribales.
- Bien qu'aucune tentative d'établir un processus de « paix et réconciliation » n'ait été faite et que personne ne soit passé en jugement pour les atrocités commises, aucune éruption de conflit violent entre les deux groupes de tribus ne s'est produite depuis le cessez-le-feu de 1998.

12. Défis

- Accéder aux zones en proie à des troubles, soit pour apporter des secours soit pour négocier, car la zone était divisée en de si nombreux territoires militaires et politiques.
- Fournir l'occasion aux pasteurs issus des deux groupes tribaux d'écouter et de ne pas s'accuser mutuellement pendant la consultation de réconciliation.
- Se procurer des fonds permanents pour les initiatives d'aide humanitaire et de paix.
- Obtenir que les négociateurs nationaux clés soient dégagés de leurs obligations professionnelles pour qu'ils puissent accorder un temps significatif et prolongé à la mise en place du processus de paix.
- Trouver des personnes prêtes à faire ce travail, étant donné les risques de mort souvent encourus par ces négociateurs.
- Négocier avec une faction militaire qui a un commandement divisé.
- Aider les pasteurs et les congrégations à se rendre compte que l'église dépasse toutes barrières culturelles et tribales.
- Surmonter l'obstacle créé par le fait que certains pasteurs et chrétiens influents ont soutenu ouvertement leurs factions militaires respectives. Il y en avait même qui avaient béni des fusils !

13. Questions cruciales et enseignements tirés

- **L'importance des secours comme première mesure**
C'était le premier signe pour les personnes dans les zones affectées que les autres se souciaient de leur sort et qu'on ne les avait pas oubliés. Cela a posé les bases du futur rôle clé de NEICORD dans le processus de paix.
- **La crédibilité des négociateurs**
 - L'équipe de base du CCPR était composée entièrement de pasteurs qui venaient du district de Churachandpur et qui se connaissaient car ils y avaient fait leurs études ensemble.
 - Les deux négociateurs clés des deux groupes de tribus en lutte avaient aussi subi la destruction de leurs propriétés dans le conflit. Ils étaient bien connus et respectés par les responsables locaux de l'église. Ils avaient essuyé des pertes personnelles mais ils étaient éloignés du conflit car ils travaillaient en dehors de la région avec des organisations nationales d'aide humanitaire et de développement pendant cette période.
 - La position neutre de l'évêque catholique et sa volonté de proposer ses locaux et sa position pour aider le processus de paix.
- **L'utilisation d'un rituel traditionnel et reconnu de tous (le Hiamkhamna) pour cimenter l'accord**
L'utilisation d'un rituel de cessez-le-feu traditionnel a été d'une grande portée pour cimenter le processus de paix puisque c'était un rituel que tout le monde connaissait et appréciait, même les pasteurs évangéliques confirmés. Cela a ajouté plus grande foi et sérieux à l'accord passé.
- **Commandement militaire unifié.** La paix est plus facile s'il n'y a qu'un commandement, pas plusieurs.
- **Force égale.** Les chefs militaires accepteront d'autant plus facilement un cessez-le-feu s'il semble qu'aucun des côtés ne va gagner dans le proche avenir.
- **Le pouvoir des femmes pour la paix.** Exploiter le soutien des femmes a été un facteur de dynamisme clé pour la paix. Les hommes ont pris place aux tables de négociations mais c'est le soutien des groupes de femmes de l'église qui a fait avancer le processus de paix.
- **Mettre fin à la violence.** Une fois qu'on y est arrivé, la vie est redevenue paisible. La population a apprécié la liberté de mouvement et l'absence de peur qui s'en est suivie et n'a pas voulu le retour des combats et des couvre-feux.
- **Langue.** Il est très important de mener les négociations en plusieurs langues. Des interprètes de confiance qualifiés ou des négociateurs bilingues et trilingues sont indispensables.

14. Possibilités de réplcation

- L'approche exposée dans cette étude de cas peut être le mieux reproduit dans les contextes où :
- Les valeurs chrétiennes constituent la base des valeurs de la société.
- L'église est puissante et les pasteurs ont un statut.
- Les chrétiens influents et respectés sont disposés à négocier pour la paix et sont prêts à calculer la dépense en temps et en sécurité personnelle.
- Les chefs des milices et leurs branches politiques ne peuvent voir aucune victoire à l'horizon.
- Le contexte est relativement non soumis à des puissances extérieures qui utilisent le conflit comme guerre par personnes interposées.

15. Sources d'information

1. EFICOR
 - Dino Touthang, Directeur Exécutif, EFICOR, 308 Mahatta Tower, 54, B Block community Centre, Janakpuri, New Delhi 110 054, Inde
2. NEICORD
 - Kabi Gangmei, ancien Directeur Exécutif, NEICORD, Inde
3. CBCNEI
 - Rév. Dr J.M. Ngul Khan Pau, Secrétaire Général, CBCNEI, Pan Bazar, Guwahati, Assam, Inde
4. Tearfund
 - Bob Hansford, ancien Responsable de projet, nord-est de l'Inde, Tearfund
5. NEICORD - Compte-rendu
Initiative de Paix et de Réconciliation, District de Churachandpur, Manipur

Auteur : Andrew Bulmer, 2007